

7%

C'est la baisse de la cote de confiance de Trump, qui a subi un trou d'air cette semaine, passant de 50 % à 43 %, alors que celle des gouverneurs oscille entre 70 % et 80 %.

COVID-19



ÉTATS-UNIS

Covid-19, les raisons du cauchemar américain

Système de santé coûteux et inégalitaire, filet de protection sociale insuffisant, défaillances de l'État fédéral : les classes populaires règlent l'addition d'une catastrophe évitable. La volonté de Trump de rouvrir l'économie à tout prix place le pays dans un état de tension politique jamais atteint.

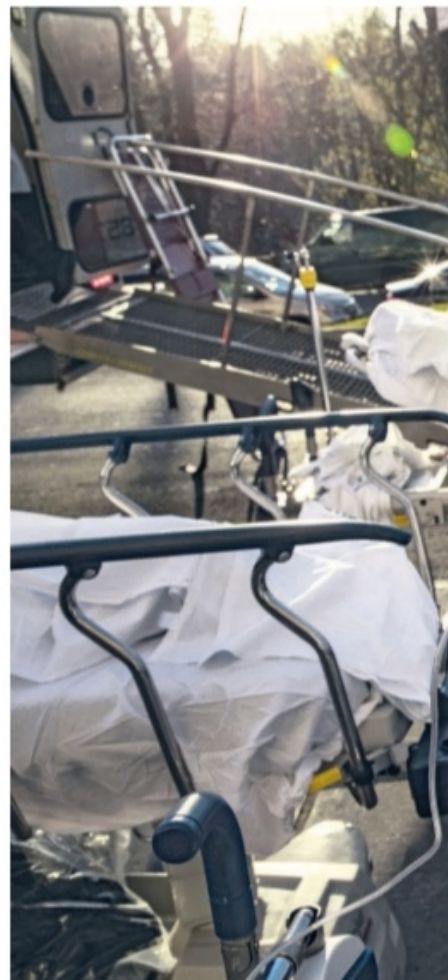
Lors de son discours d'inauguration, en janvier 2017, Donald Trump dépeignait, sur l'inspiration de son conseiller d'extrême droite, Steve Bannon, un « carnage américain » purement fantasmagorique. Cette autofiction est devenue une réalité : le pays compte près de 700 000 cas positifs (un tiers des cas mondiaux) et 39 000 personnes en sont mortes, 22 millions d'Américains ont perdu leur emploi en quelques semaines, dont une bonne proportion qui a, du jour au lendemain, vu s'envoler l'assurance-santé qui y était liée. Les 330 millions d'habitants des États-Unis subissent une triple peine : le coronavirus (comme l'ensemble de la planète), un système de santé et de protection sociale défaillant et le trumpisme, entre déni et darwinisme social rentré. Un drame supplémentaire pourrait s'ajouter alors que l'hôte de la Maison-Blanche encourage les mouvements quasi insurrectionnels contre des gouverneurs démocrates (lire ci-contre) dans un pays dont le climat relève, selon le journaliste Carl Bernstein, de « guerre civile froide ».

1 LE CARNAGE SANITAIRE : 25 % DES MORTS DE LA PLANÈTE

Des infirmières vêtues de simples sacs-poubelle de fortune, des corps entassés dans des couloirs d'hôpitaux, la pénurie de matériels de toutes sortes, y compris des indispensables respirateurs : ces images ne sont pas propres aux États-Unis mais elles sont sans doute les plus inattendues en provenance de la plus grande puissance du monde.

Facilité par l'incurie de l'administration Trump (lire plus bas), ce « carnage sanitaire » n'a pas commencé cette année. Hier, et encore plus aujourd'hui, ce sont les classes populaires qui en paient le plus lourd tribut (lire page 4). Non assurés ou mal assurés, les plus démunis traînent depuis des années les facteurs de comorbidité (obésité, diabète) non soignés ou mal soignés qui s'avèrent mortifères au révélateur du coronavirus. D'autant que la nécessaire distanciation physique s'avère souvent impossible, comme le rappelait dans le magazine en ligne *The Intercept* l'épidémiologiste Elizabeth Pathak : « Quand vous êtes membre des classes populaires à New York, vous êtes dans la promiscuité à chaque étape de votre vie, en commençant par la salle de bains. La promiscuité règne chez vous. La promiscuité règne dans les transports publics. La promiscuité règne sur le lieu de travail. La promiscuité règne dans les écoles. »

Ville la plus dense et l'une des plus inégalitaires du pays, New York constitue, avec ses 17 000 morts, l'épicentre de l'épidémie aux États-Unis. Et, finalement, la promiscuité a également régné dans les urgences des hôpitaux, où se sont conjugués les effets de décennies de sous-investissement et ceux d'un système de santé aussi coûteux qu'inégalitaire. Le pays consacre 18 % de son PIB aux dépenses de santé (11 % en France), dont un quart est avalé par les frais administratifs, reflet de la complexité quasi kafkaïenne de l'édifice intégralement géré par les compagnies privées. L'Obamacare comme les contrats d'entreprise n'assurent qu'une prise en charge minimale. Les familles doivent régulièrement mettre de leur poche ou renoncent à



New York compte désormais quelque 17 000 morts

se soigner. En 2018, 44 % des Américains ont reporté une visite médicale en raison de son coût.

2 LE CARNAGE SOCIAL : RETOUR VERS LA GRANDE DÉPRESSION

22 millions d'Américains se sont inscrits au chômage depuis le 13 mars, selon les chiffres publiés jeudi dernier par le ministère du Travail. Ce chiffre ne résume que partiellement l'étendue du drame, puisqu'il n'incorpore pas les salariés sans papiers, ceux qui travaillaient sans déclaration de leur employeur et les « autoentrepreneurs ». Au total, le taux de chômage s'établit à 20 %, un niveau jamais atteint depuis la Grande Dépression. Il nous rappelle que la plus puissante économie du monde est également la moins protectrice.

La loi « coronavirus » de 2000 milliards de dollars votée par le Congrès a, en partie, resserré les mailles du filet de protection sociale. Sur l'insistance des démocrates et de Bernie Sanders, qui a mis dans la balance son vote au Sénat, le « package » inclut une allocation hebdomadaire de 600 dollars pour chaque chômeur pendant quatre mois en plus des allocations versées par chaque État. La prime spéciale de 1 200 dollars par

TRUMP CONTREDIT PAR SON CONSEILLER

« Il faut que nous ayons en place quelque chose qui soit efficace et sur lequel nous pouvons nous reposer, et nous n'y sommes pas encore. » Anthony Fauci, épidémiologiste, sur le retour à la normale économique.

PRÉVENTION ?

Dès 2018, le département fédéral spécialisé dans la prévention des pandémies a été dissous. Au même moment, les budgets des agences sanitaires étaient amputés.



Dans cette ville dense et inégalitaire, la promiscuité règne partout. J. Moore/Getty Images/AFP

personne (Sanders avait proposé 2 000 dollars) et 2 400 par famille (plus 500 dollars par enfant) commence à arriver sur les comptes en banque. Elle sert à payer l'ordinaire, notamment la nourriture, dans un pays où 80 % des habitants disent vivre avec leur seul salaire du mois et où la moitié de ceux-ci assurent ne pas pouvoir faire face à une dépense imprévue de 400 dollars. Pour une majorité des nouveaux chômeurs, la peine est double, puisque leur assurance-santé était liée à leur emploi. Certains pourront prétendre à la couverture de Medicaid mais, selon un cabinet d'études, 5 millions resteraient dénués de toute couverture. Selon une enquête du Pew Research Center, ce sont les Hispaniques – surreprésentés dans les boulots du bas de l'échelle sociale – qui seront les premières victimes de ce carnage social.

3 LE CARNAGE POLITIQUE : LAISSEZ FAIRE LE MARCHÉ ET LA NATURE

Comme si le système d'organisation sociale ne suffisait pas à les mettre au supplice, les habitants des États-Unis endurent une torture supplémentaire : le trumpisme. Par ses mots et déclarations, Donald Trump a contribué à créer un climat de déni et

de sous-estimation. Par ses actions, il a aggravé la situation. Son nationalisme assumé pourrait parfois faire oublier qu'il est également un libéral patenté. En l'occurrence, il a refusé de faire de l'État fédéral le coordinateur de la réponse publique à la catastrophe sanitaire, renâclant, par exemple, à appliquer une loi de 1950 lui permettant de réquisitionner Ford afin que le constructeur automobile construise des respirateurs, dont l'acheminement vers les hôpitaux a ainsi pris des semaines de retard. Conséquence : les États fédérés ont été livrés en pâture aux fournisseurs dans un climat de « nouveau Far West », pour reprendre la formule du gouverneur de Californie, Gavin Newsom. Et, pour poursuivre sur l'exemple des essentiels respirateurs, ils se sont arrachés aux enchères, les prix flambant de 25 000 à 45 000 dollars. Dernière lubie : la réouverture au plus vite de l'économie. Il cache à peine qu'il entend aborder l'élection présidentielle de novembre avec les moins catastrophiques chiffres possible. D'autant que nombre d'États clés (Michigan, Pennsylvanie, Nevada et Ohio) sont parmi les plus touchés par l'immense récession. Un deuxième mandat vaut bien quelques milliers de morts supplémentaires... ♦

CHRISTOPHE DEROUAIX

1 891

C'EST LE NOMBRE DE NOUVEAUX DÉCÈS DUS AU CORONAVIRUS SUR LA SEULE JOURNÉE DE SAMEDI AUX ÉTATS-UNIS.

TRUMP APPELLE À « LIBÉRER » DES ÉTATS FÉDÉRÉS

« LIBERATE VIRGINIA », « LIBERATE MINNESOTA », « LIBERATE MICHIGAN ». C'est sur un ton impératif et en lettres capitales que Donald Trump a, de fait, appelé, sur Twitter, à une insurrection contre les gouverneurs démocratiquement élus de ces trois États, qui ont la particularité d'être démocrates et d'avoir imposé des mesures de confinement. Celles-ci sont contestées, dans la rue, par quelques milliers d'ultraconservateurs auxquels le président des États-Unis a donc apporté son soutien, alors qu'il veut absolument que l'économie retrouve son cours normal. Concernant le premier État cité, il a ajouté : « Et sauvez votre formidable deuxième amendement (qui porte sur le droit de porter des armes à feu – NDLR). Il est assiégé ! » La législature démocrate a voté des lois d'encadrement. Lorsque l'on sait que nombreux sont ceux qui viennent manifester avec des armes à feu... Pour le président américain, c'est une façon très dangereuse d'engager l'acte II de son bras de fer avec les gouverneurs démocrates. Ceux-ci dirigent les États les plus puissants économiquement et refusent de céder aux injonctions de Donald Trump de réouverture de l'économie à la va-vite. Le milliardaire a dû concéder que la Constitution leur accordait ce droit mais tente désormais d'encourager quelques groupes et milices afin d'arriver à ses fins.